

Manifeste politique des femmes indigènes des Amériques, 8ème congrès, terre de Coatlicue.

Colonialité et décolonialité chez les femmes indigènes en Amérique Latine

À l'occasion de la journée internationale des droits de la femme en ce 8 mars 2020, et dans la perspective éditoriale de textes féministes indigènes en novembre prochain, nous aimerions rappeler la lutte de ces femmes dont on parle peu et qui pourtant subissent tout à la fois violence masculine, violence de la colonisation mais aussi et surtout, la plus insidieuse de toutes, une violence de la colonialité sous toutes ses formes. En témoigne encore récemment, la molestation publique d'une maire indigène en Bolivie, et l'interdiction pour ces femmes de se vêtir du vêtement traditionnel de la cholita.



crédit photo:Aizar Raldes Agence France-Presse

Lors du 8ème congrès des femmes indigènes des Amériques, réunissant 250 femmes leaders indigènes de tout âge, ces dernières ont encore une fois prouvé leur lutte constante, en publiant un manifeste politique dont voici les grandes lignes :

pour l'article en entier et en espagnol : [Declaración política de mujeres indígenas contra las violencias](#)

source: desinformemonos.org

« il est évident qu'il existe plusieurs dimensions des violences que vivent les femmes indigènes, que ce soit en politique, en société, dans la culture, l'économie, de façon physique, psychologique, dans leur environnement et leur

esprit, des violences souvent invisibles (...). «

« Ces violences se traduisent par la stigmatisation, la persécution, la criminalisation, l'assassinat et l'enlèvement de leaders, défenderesses et activistes indigènes (...). »

« une fois encore nous constatons que pour les différents États, nous, peuples et femmes indigènes, sommes les sacrifiés sur l'autel des intérêts économiques et de la perspective du développement basé sur l'accumulation des richesses, l'approfondissement accéléré de l'extractivisme ainsi que du racisme structurel (...). »

« À la suite de cela, nous, femmes indigènes, élevons notre voix pour la paix et la sécurité de nos Peuples et de notre Continent :

1. Nous dénonçons les crimes contre l'humanité, la stigmatisation, les persécutions, la criminalisation, les féminicides, enlèvements et autres violences. (...)
2. Nous en appelons à la société en général, aux peuples indigènes et non indigènes, aux décisionnaires politiques et économiques, de faire d'une priorité la vie des peuples, des femmes, jeunes filles et enfants indigènes, reconnaissant leurs contributions au bien-être de l'humanité et à l'équilibre climatique, comme des gardiennes de la terre (...).
3. **Nous exigeons des sanctions à l'encontre des réseaux de communication qui promeuvent, reproduisent et soutiennent des stéréotypes renforçant le racisme, les discriminations et toutes les violences contre les peuples, les femmes, les jeunes filles et enfants indigènes (...).**
4. Nous demandons aux États et aux organisations sanitaires de réaliser des études sur la situation de santé au sein des communautés en mettant l'accent sur les femmes indigènes violentées dans les mines (...).
5. Nous exigeons des États la reddition des comptes et la transparence, biaisés par des indicateurs erronés basés sur le genre, l'ethnie et le

générationnel (...).

6. Avant la mise en place de mégaprojets sans nous consulter, ou avec une consultation orientée, nous exhortons les États à privilégier toute forme de dialogue, en tant qu'élément fondamental, qui permettrait d'établir des liens entre États et peuples indigènes comme le prévoit l'accord 169 de la OIT (organisation internationale du travail (...)).
7. Nous sommes le comité de la CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) d'adopter une motion générale sur les femmes indigènes (...).
8. **Nous demandons aux États de prendre en compte les efforts réalisés par le mouvement des femmes indigènes en réponse aux multiples formes de violences (...).**
9. Nous demandons aux États d'adopter des mesures afin de réparer l'histoire individuelle et collective des peuples et des femmes indigènes victimes de violences (...).
10. Nous demandons à l'État et aux autorités de santé publique le respect de notre autonomie et la libre détermination de notre corps comme notre propre territoire de femme (...).
11. Nous répudions le coup d'état de l'État Plurinational de Bolivie, qui signifie une grave récession dans l'avancement de la reconnaissance des droits des peuples et des femmes indigènes, pour ces raisons nous en appelons à la communauté internationale à rester vigilante avec le respect des droits humains en Bolivie (...).
12. Nous les femmes indigènes de ce congrès, réaffirmons notre conviction de lutte collective et organisée pour nos vies, nous nous en allons avec la tâche de promulguer la joie et de nouvelles espérances, de rétablir notre identité à travers la guérison et la pleine justice pour nos peuples.